

Établissement d'un système national d'aires protégées financièrement soutenable en Haïti

Edna Blanc CIVIL

Assistante Technique

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD-Haïti), Haïti

Jean Vilmond HILAIRE

Edna Blanc CIVIL : Après des études d'agronomie à l'Université Quisqueya en 2000, les expériences professionnelles de Edna Blanc CIVIL l'ont orientée dans les activités de protection de l'environnement. En 2003, elle a travaillé avec l'ACDI comme formatrice de formateurs en vulgarisation agricoles jusqu'à son départ aux études en agroforesterie à l'Université Laval en 2005, suite auxquelles, elle a valablement prêté ses services au Centre National de l'Information GéoSpatiale en 2007. Depuis 2008, elle travaille comme conseillère technique à l'Unité environnement du PNUD en renforçant les capacités au niveau du secteur particulièrement du Ministère de l'environnement, en facilitant les relations de partenariat et en mobilisant des ressources pour la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Professeure à temps partiel à l'Université Quisqueya, elle dispense le cours d'agroforesterie pour l'aménagement des bassins versants.

Résumé

Haïti, pays partageant l'île d'Hispaniola avec la République Dominicaine, est un État insulaire en développement qui fait partie des Hotspots de la biodiversité mondiale à côté d'autres pays de la région Caraïbe.

Intimement liée à la pauvreté et à la vulnérabilité de la population aux aléas naturels, cette richesse se trouve menacée. Aux dangers qui pèsent sur l'existence de l'ensemble des espèces et écosystèmes, se greffe une absence d'expériences de gestion effective des aires protégées dans un contexte de gouvernance environnementale axé uniquement sur des textes légaux. Aussi, le projet Système National d'Aires Protégées (SNAP) financé par le FEM (Fonds de l'Environnement Mondial), a pour but de doter le pays d'un Système National d'Aires Protégées financièrement soutenable. La présente communication esquisse un bilan de l'état des lieux de la biodiversité en Haïti (richesse et pressions) et expose les objectifs, les grandes étapes et le cadre institutionnel de ce projet. Elle se propose de présenter aussi une analyse du contexte de mise en œuvre, caractérisé par une situation d'urgence et de dépendance des populations, de l'exploitation directe des ressources végétales et animales. Par ailleurs, les évaluations rapides réalisées suite au tremblement de terre du 12 janvier ont déjà montré que les pressions des populations qui se sont déplacées vers les autres communes se font déjà sentir au niveau des aires protégées et, en conséquence, de la biodiversité. Également dans les perspectives de reconstruction post séisme, il est prévu la mise en place de chantiers tous azimuts à travers le pays dont les conséquences risquent d'avoir des répercussions importantes sur l'environnement particulièrement sur la biodiversité. Il est donc impératif que des études d'impacts soient réalisées avant la mise en place de ces chantiers. Tenant compte du contexte et des activités, le projet discute des réformes aux niveaux politique et/ou institutionnel et propose des conditions de réussite et de mise en place de système de gestion plus performant et le renforcement des capacités aux niveaux systémique, institutionnel et individuel, qui contribuent à l'atteinte de la viabilité financière.